

Avanti !

Courant de la LCR pour un parti anticapitaliste de masse
Bulletin n° 36 – Août/Septembre 2006

Conseil de rédaction : *Seb Borges, Sylviane Charles, Gérard Combes, Jean-Philippe Divès, Sylvestre Jaffard, François Laner, Grégory Lenormand, Jean-Louis Marchetti, Virginia de la Siega, Julien Sojac.*

Pour vous abonner, vous désabonner, pour tout contact : contact@avanti-lcr.org
Retrouvez le bulletin *Avanti !*, d'autres textes, des liens... sur le site : <http://avanti-lcr.org>

Dans ce numéro :

Le 10 septembre à Saint-Denis, l'aspiration antilibérale dévoyée (page 1)

ECOSSE

Sheridan et le SWP scissionnent le SSP [page 8]

Un combat politique entre la gauche et la droite du parti [page 17]

LE 10 SEPTEMBRE A SAINT-DENIS

L'aspiration antilibérale dévoyée

« *Dans les collectifs antilibéraux réunis dimanche à Saint-Denis, le débat se poursuivait, certains, notamment à la LCR, jugeant irréaliste cette posture qui a vocation à rassembler largement à gauche jusque dans les rangs du PS et dans ceux de l'électorat socialiste, ainsi que cela fut fait au référendum. Le débat est aujourd'hui tranché. Le texte stratégique adopté hier a balayé les visions étriquées. Les collectifs entrent eux aussi en campagne avec cette ambition partagée* », pouvait-on lire le 11 septembre en éditorial de *L'Humanité*.

C'est ainsi qu'était tiré le bilan de la réunion nationale des collectifs pour des candidatures communes antilibérales, tenue la veille à Saint-Denis avec la participation de délégués représentant 236 de ces structures. La charge est sévère et veut frapper les esprits. Car que peut bien signifier le refus de « *rassembler largement à gauche jusque dans les rangs du PS et dans ceux de l'électorat socialiste* », sinon un sectarisme stérile ?

« Une condition inacceptable... »

D'autres articles de *L'Humanité* permettent cependant de mieux appréhender la substance du désaccord. Le 7 septembre, il était signalé que « *la divergence politique entre le collectif national et la majorité de la LCR reste vive sur la question des rapports avec le PS (...) La majorité de la LCR (...) met comme condition au retrait de la candidature de Besancenot le refus de tout accord gouvernemental ou parlementaire avec le PS. Une condition inacceptable pour un rassemblement qui n'a pas renoncé à réunir, dans la foulée du printemps 2005, toutes les composantes de la gauche sur une politique de rupture avec le libéralisme.* » Voilà qui est plus clair !

On peut également se reporter au rapport politique (donnant traditionnellement « la ligne » du bureau national) prononcé devant le conseil national réuni à la veille du 10 septembre. Ce document souligne que le désaccord entre le PCF et la LCR « *porte sur l'objectif stratégique* » ; en effet, « *la LCR (...) exige donc de fait que le pivot du rassemblement soit*

le refus de toute majorité et de tout gouvernement avec le PS et fait même planer le doute sur le désistement au second tour en faveur du candidat de gauche placé en tête. »¹

Dans le même temps, Marie-George Buffet et son équipe ne cessent cependant de dire que plus jamais ils ne rééditeront l'expérience catastrophique de la gauche plurielle, et que par conséquent, en aucun cas ils ne participeront en 2007 à un gouvernement « sous hégémonie social-libérale ». Manœuvre, double langage ? Pas vraiment. Il faut prendre au sérieux ce que disent les dirigeants du PCF – en procédant bien sûr aux déchiffrages nécessaires.

D'un côté, ils savent qu'aujourd'hui, dans les conditions politiques actuelles, rééditer une alliance gouvernementale de type gauche plurielle signifierait leur perte. Sur cette question déterminante, les rangs déjà clairsemés des militants communistes ne résisteraient pas à un parjure. Mais d'un autre côté, le PCF ne peut pas non plus couper les ponts avec le PS.

D'abord, il en a besoin (ou considère en avoir besoin, ce qui revient au même) pour sauver son appareil d'élus, sans lequel il ne serait plus rien. Aux échelons municipal, intercommunal, départemental et régional, la gestion sociale-libérale commune avec le PS est la règle. Il est quand même significatif qu'à Bordeaux, en pleine discussion sur des candidatures antilibérales unitaires à la présidentielle et aux législatives, le PCF ait rejoint la liste du PS pour les municipales, contre la liste de rassemblement antilibéral et anticapitaliste soutenue par la LCR et les Rouges Vifs, alors même qu'à partir de son contrôle de la communauté urbaine, le PS cogère toute la politique locale – évidemment « libérale » – avec la municipalité UMP de la ville.

Ensuite, en tant que parti devenu organiquement réformiste, le PCF ne peut concevoir une alternative de gouvernement qu'en fonction des rapports de forces électoraux dans le cadre des institutions bourgeoises. La confusion entretenue (comme dans l'éditorial cité) entre l'appareil du PS et ses électeurs est fondamentalement... sincère ! Le réformisme respectueux des institutions bourgeoises identifie naturellement les masses à leurs directions – même et surtout électorales. Le désistement à gauche considéré comme une question de principes renvoie à la même conception selon laquelle rien n'est possible en dehors d'une alliance avec le PS. Il faut donc faire « de nécessité, vertu » : puisque le PS est indispensable, il ne peut pas être, n'est pas un adversaire des travailleurs mais un allié potentiel que l'on peut convaincre.

L'expérience a déjà montré à quel point une telle stratégie était illusoire et trompeuse. Mais indépendamment du résultat final, elle a des conséquences qui sont immédiatement destructrices. Avec cette politique, un rassemblement antilibéral ne se présenterait pas comme une alternative opposée aux deux variantes de l'alternance néolibérale, mais en seule opposition à la droite et dans la recherche d'une nouvelle alliance avec le PS. C'est la raison d'être du mouvement du 29 mai qui est directement attaquée.

Un amendement et sa portée

Le 10 septembre, c'est pour cette raison politique, en application de cette stratégie, que le collectif national a écarté, sans même le soumettre au vote, l'amendement au texte « Ambition et stratégie » soumis par les collectifs des Bouches-du-Rhône après son adoption dans leur assemblée tenue le 2 septembre à Aubagne.

Que disait cet amendement ? Il ajoutait, après la phrase volontairement très vague « nous ne serons pas d'un gouvernement dominé par le social-libéralisme qui, dans sa composition comme dans son projet, ne se donnerait pas les moyens de rompre enfin avec le libéralisme, ne répondrait pas aux attentes », l'indispensable précision : « il est donc hors de question (...) de s'engager dans une coalition gouvernementale et parlementaire avec le PS. »

Quoiqu'en disent ceux qui font mine de n'y voir que pinaillage, la différence est radicale avec la partie (maintenue par le collectif national) que l'amendement visait à remplacer : « le Parti socialiste, notamment, a adopté un programme qui tourne le dos à une rupture franche

¹ Rapport d'Eliane Assassi au conseil national des 8 et 9 septembre 2006. Texte disponible sur www.pcf.fr rubrique « Conseil national ».

avec le libéralisme. Il est hors de question, pour nous, de négocier **sur cette base** un contrat de gouvernement » (nous soulignons). Pour qui veut bien accepter de lire et comprendre : **sur cette base** (celle du « projet socialiste » voté au congrès du Mans) c'est non, mais sur une autre base pourquoi pas, ce sera à voir. Ces trois mots laissent donc la porte ouverte à des accords gouvernementaux ou parlementaires. D'autant qu'un éventuel gouvernement PS ne se constituerait évidemment pas « sur la base » du texte adopté au congrès du Mans. Le programme des candidats à la présidence des grands partis institutionnels n'est *jamais* celui des formations qui les désignent ou soutiennent.

« Un large accord existe... »

Il est un fait qu'à l'exception de la LCR, toutes les composantes du collectif national se sont alignées sur les exigences de la direction du PCF : de PRS aux Verts « alter-écologistes », en passant par les petites formations « citoyennes » et jusqu'à... un secteur de notre propre organisation.

L'Humanité, toujours elle, n'avait pas manqué de le souligner à la veille de la réunion de Saint-Denis : « *les représentants du PCF, des Alternatifs ou de MARS, et les personnalités au sein du collectif national affirment qu'il n'y aura pas de concession sur le fond à la LCR. Alors : blocage ? "Les demandes de la LCR ont reçu des réponses acceptables, estime Christian Piquet, minoritaire de la LCR et signataire de l'appel. Je suis optimiste sur le fait que la LCR prendra ça en compte".* »

L'adoption sans modifications majeures du texte-cadre « Ambition et stratégie » n'a donc pas constitué une surprise. En revanche, on n'a pu que trouver un peu insolite (mais rappelant peut-être « le bon vieux temps » ?) la façon dont une présidence non élue a décidé seule de ce qui était soumis à approbation et de ce qui ne l'était pas, puis fait « voter » un texte et d'autres décisions par acclamations. Sans parler du bourrage de salle ou des huées et applaudissements organisés depuis un secteur de l'assistance.

Tout cela a été assez caricatural pour que des militants pourtant en accord avec les choix du collectif national s'en émeuvent. Ainsi du collectif de Cergy-Pontoise, dénonçant « *une impression de "claque" organisée (...) désagréable* » et demandant : « *n'aurait-il pas été de bonne méthode d'être plus explicite sur la façon dont ont été menés les débats sur les amendements ? N'étions-nous pas en droit de connaître les noms de ceux qui avaient pris ces décisions ? N'aurait-il pas été plus clair pour tout le monde d'énoncer les amendements de la LCR qui ont été retenus et ceux qui ne l'ont pas été ? Dans ces conditions, le vote qui a été proposé et réalisé sur le texte final nous est apparu davantage comme un plébiscite que comme l'expression démocratique d'une assemblée responsable et représentative.* »²

Pourquoi sommes-nous isolés ?

Le 10 septembre, l'isolement politique de la LCR a été patent, et il est évident que les manœuvres de type « claque » et bourrage de salle ne suffisent pas à l'expliquer. Comment en est-on arrivé là ?

Il y a des facteurs externes auxquels nous ne pouvons pas grand chose. En premier lieu, l'existence de cet accord stratégique entre le PCF et les autres composantes du collectif national. Apparaître comme la seule voix discordante, celle qui apporte les « mauvaises nouvelles », n'est jamais populaire. Cela douche l'enthousiasme et heurte les aspirations de militants donc beaucoup voient bien qu'il y a des problèmes mais espèrent, avec une dose certaine d'idéalisme irrationnel, que la dynamique du rassemblement permettra de les résoudre positivement. Face à ce phénomène, il n'y a pas d'autre solution que d'expliquer et expliquer encore.

Mais il y a aussi d'autres facteurs, sur lesquels il était possible d'agir. Un nombre substantiel de délégués, surtout de petites villes de province où la représentation était moins cartellisée, partageait les préoccupations de la LCR ou au minimum les comprenaient. Mais ces mêmes camarades venaient nous demander quelle était exactement notre position, à quelles conditions nous accepterions un accord, et pourquoi donc nous ne disions pas

² Texte « *Pas de démocratie sans transparence* », 16 septembre 2006, www.alternativeunitaire2007.org.

clairement : a) si nous considérons ou non que le texte « Ambition et stratégie » était amendable ; b) dans l'affirmative, quels amendements (ceux présentés par la LCR, et/ou ceux votés à Aubagne ?) pouvaient déterminer notre approbation de ce document et plus généralement du cadre des candidatures communes.

En effet, la « contribution » de la LCR distribuée aux participants ne répondait pas à ces questions, pourtant aussi cruciales que légitimes. La LCR « débattait », mais sans relier ses propositions aux enjeux concrets, alors même que le moment était venu de prendre des décisions. Cette attitude a largement donné prise au sentiment selon lequel nous ne faisons que louvoyer, sans réelle volonté d'aboutir et avec pour seul objectif de pouvoir justifier *in fine* la présentation d'Olivier Besancenot. Et elle a été utilisée par la présidence pour refuser de soumettre au vote non seulement les trois amendements de la LCR mais, surtout, celui d'Aubagne dont la légitimité du point de vue du mouvement était incontestable.

Autour de l'amendement des Bouches-du-Rhône, nous avons la possibilité de mener une bataille claire et offensive depuis l'intérieur du mouvement, en unifiant notre organisation³ et en regroupant avec elle toute une série de participants. Significativement, un militant aussi reconnu que Raoul-Marc Jennar avait adressé dans les jours précédents une contribution exprimant les mêmes préoccupations. Cet amendement condensait les problèmes stratégiques et politiques. Il fallait donc en faire un point de fixation, en conditionnant à son intégration notre acceptation du cadre politique des candidatures communes. Du fait du choix stratégique du PCF et de ses alliés, hégémoniques au sein du collectif national, cela n'aurait pas été accepté. Si par extraordinaire l'amendement avait été soumis et voté, on aurait alors vu des réactions certainement « intéressantes »⁴. Mais dans tous les cas, nous aurions renforcé l'aile conséquente du mouvement et brisé en partie notre isolement.

Ce n'est cependant pas la première fois que la LCR agit à contre-temps des enjeux concrets en ne prenant pas en compte les aspirations des militants. Au lendemain de la victoire contre le TCE, alors que dans les collectifs la volonté de transformer la victoire « contre » en alternative « pour » se généralisait, notre organisation et son porte-parole expliquaient que les militants des collectifs ne devaient pas faire trop de politique afin de ne pas se diviser, qu'il fallait préserver les collectifs comme structures de « front unique » pour les luttes et laisser les partis décider des questions de stratégie politique et électorale.

Fin novembre 2005, la LCR co-signait le premier appel (dit « du lundi ») pour des candidatures antilibérales unitaires, un mauvais texte qui enfermait le mouvement dans une conception platement électoraliste et institutionnelle. Trois mois plus tard débutait le mouvement contre le CPE. S'il n'est pas parvenu à faire tomber le gouvernement, ce mouvement en avait le potentiel et l'objectif sembla un moment à portée de main. La fixation électoraliste sur l'échéance de 2007 a contribué à ce que les collectifs soient largement absents de cette mobilisation. De notre côté, nous n'avons cependant pas fait grand chose pour leur proposer une autre perspective. Comment d'ailleurs auraient-ils pu trouver leur place dans le mouvement, alors que non seulement le PCF mais aussi la LCR s'efforçaient, à travers le « collectif Riposte », de s'allier au PS « contre la droite » ?

Après le retrait du CPE vint le second appel pour les candidatures communes – aussi mauvais que le premier. Notre organisation refusait cette fois d'en cautionner le contenu, mais adoptait en même temps l'attitude consistant à se placer en extériorité (par la revendication d'un statut d'« observateur ») et à paraître ainsi refuser non seulement le texte mais aussi l'objectif. Notre conférence nationale de la fin juin a rectifié ce positionnement mais il était déjà tard, le mal était largement fait et, naturellement, nos « partenaires » n'ont pas manqué de s'appuyer sur l'erreur de départ pour tenter de nous repousser à la marge⁵. A cela s'ajoute, on l'a vu, le fait que la politique concrète n'ait suivi que très imparfaitement les déclarations d'intention.

³ Puisque tous ses courants intervenant dans les collectifs (les plates-formes 1, 3, 4 et 5) avaient déclaré leur accord avec cet amendement.

⁴ Dans les Bouches-du-Rhône, les dirigeants du PCF s'étaient dédités quelques jours après avoir approuvé et voté cet amendement – apparemment « par erreur ».

⁵ Ce que l'on devait dénoncer, autre chose étant de s'en sentir « offusqué » – comme si l'on pouvait s'attendre à ce que l'appareil post-stalinien soit loyal et honnête !

La troisième gauche existe, nous l'avons rencontrée

Comment a-t-on pu commettre une telle suite d'erreurs ? Les racines sont à rechercher dans un certain type d'analyse politique et dans l'orientation générale qui en découle.

La LCR, en effet, n'a pas compris que la direction du PCF et ses alliés développent un projet politique *spécifique et différent* à la fois du nôtre et de celui du PS, quand bien même il mène au bout du compte à capituler devant ce dernier ; que leur antilibéralisme, inconséquent et velléitaire car refusant de s'affronter à la logique capitaliste et à ses institutions, se heurterait donc inévitablement au nôtre, conséquent *car* anticapitaliste, dans une lutte sans merci pour l'hégémonie politique au sein du mouvement large antilibéral.

Dès le lendemain de la victoire contre le TCE, nous aurions dû engager publiquement une bataille politique spécifique, en nous appuyant sur les aspirations antilibérales des militants des collectifs pour les tourner contre ces directions inconséquentes. Mais le document d'orientation (« thèses politiques ») voté dans notre dernier congrès persistait à nier la spécificité de cette « troisième gauche ». Il maintenait la conception selon laquelle « il y a deux gauches », d'un côté le social-libéralisme, de l'autre la gauche antilibérale et anticapitaliste, tout ce qui existe entre les deux (en résumé, entre le PS et la LCR) étant si instable qu'il ne pouvait avoir d'existence politique autonome. Il n'y avait donc pas lieu d'affronter spécifiquement les courants qui dominent aujourd'hui le collectif national – sauf pour répéter qu'entre Hollande et Besancenot il faut choisir.

Ironiquement, la théorie des deux gauches a maintenant été annexée... par le collectif national lui-même. Le texte « Ambition et stratégie » signale que « *depuis des années, la gauche est traversée par deux orientations contradictoires qui se sont notamment exprimées à l'occasion du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen : l'une, social-libérale, d'acceptation et d'adaptation au libéralisme et à la mondialisation capitaliste ; l'autre en rupture avec le libéralisme et porteuse de propositions de transformation sociale et démocratique, et d'un projet de développement qui rompt avec le gaspillage lié à la course au profit.* » Rien de plus logique. Puisqu'en fait cette troisième gauche existe (on l'a un petit peu rencontrée, notamment le 10 septembre...), elle réagit en nous retournant l'argument : vous devez vous joindre à nous pour construire l'alternative au social-libéralisme, sauf évidemment si vous voulez vous complaire dans une posture identitaire et de pur témoignage...

Avanti ! et la PF5 avaient également souligné que si la LCR ne prenait pas d'initiatives pour aider le mouvement issu du 29 mai à se constituer en alternative politique sur des bases *conséquemment* antilibérales, d'autres, en premier lieu le PCF, ne tarderaient pas à occuper l'espace que nous leur abandonnions. Ce qu'il s'est passé. Tandis que notre organisation s'obstinait à ignorer la troisième gauche, celle-ci agissait, jusqu'à se signaler rudement à notre attention.

Un ralliement injustifiable

Quelles que soient les erreurs commises, elles ne peuvent cependant pas servir de justification pour se rallier maintenant au front antilibéral inconséquent, comme a malencontreusement décidé de le faire un secteur de notre organisation.

« *L'exigence portée par la LCR et d'autres forces d'une clarification sur la question d'une éventuelle participation à un gouvernement du Parti socialiste a été prise en compte* », écrivent Christian Picquet et Léonce Aguirre, au nom des plates-formes 3 et 4, dans leur tract diffusé à la Fête de *L'Humanité*. On a vu plus haut (cf. « Un amendement et sa portée ») que cette affirmation est dépourvue de toute base réelle.

Si la décision politique est injustifiable, l'analyse qui y mène est cependant compréhensible. C'est qu'elle aussi est prisonnière de la théorie des deux gauches. Contrairement aux camarades de la majorité de notre direction (plates-formes 1 et 2), ceux des plates-formes 3 et 4 voient bien que l'option représentée par le PCF et ses alliés est substantiellement différente de l'option du Parti socialiste. Ils en concluent... que nous sommes dans la même gauche que le PCF et ses alliés !

Ainsi, s'opposer au social-libéralisme constituerait un critère de délimitation suffisant et, d'ailleurs, anticapitaliste et antilibéral seraient des synonymes interchangeables. Une interprétation un peu différente insiste davantage sur la « dynamique » d'un « mouvement » que l'on devrait faire évoluer de l'intérieur pour passer ensuite, à une étape ultérieure, un jour on ne sait trop quand, de l'antilibéralisme à l'anticapitalisme.

Ces deux variantes sont cependant très proches. L'une et l'autre comprennent l'antilibéralisme comme un phénomène exclusivement, unilatéralement progressiste. Elles ne font pas la distinction nécessaire entre l'antilibéralisme des travailleurs et celui des appareils réformistes. Elles ne comprennent pas que si d'un côté l'antilibéralisme constitue effectivement un pas potentiel vers l'anticapitalisme, de l'autre côté c'est aussi l'idéologie et le projet politique de courants néoréformistes (en premier lieu le PCF) qui ne proposent plus l'objectif de parvenir au socialisme par des réformes (comme le faisait encore l'Union de la Gauche dans les années 1970 et au début de l'ère Mitterrand), mais de revenir à un capitalisme régulé et plus « humain ».

Leçons internationales

Phénomène étrange pour la section d'une Internationale, la discussion actuelle se mène sans référence (sauf rares exceptions) aux leçons d'un grand nombre d'expériences, souvent amères, menées par nos camarades dans d'autres pays. Nos « partenaires » semblent même plus conscients du fait que les problèmes en débat ne soient pas franco-français. Significativement, l'un des débats organisés à la Fête de *L'Humanité* par le collectif national pour les candidatures communes portait sur les « *nouvelles constructions politiques à gauche* » en Europe, en réunissant des représentants des principaux partis – antilibéraux inconséquents – qui lui servent de modèles : Linkspartei.PDS d'Allemagne, Synapismos de Grèce, PRC d'Italie...

Prenons donc la campagne électorale menée actuellement au Brésil⁶ par le P-SOL et Heloísa Helena. On pourra discuter tel ou tel de ses aspects, éventuellement formuler des doutes ou critiques, mais une chose est incontestable : si cette campagne a réalisé une telle percée politique, au point que les sondages donnent à notre candidate à la présidentielle autour de 10 % des intentions de vote, c'est parce que le P-SOL a adopté face aux partis de l'alternance libérale gauche-droite un profil clair et tranché : en alternative contre les deux, dénoncés comme les deux variantes d'une même politique bourgeoise, pro-impérialiste et anti-populaire⁷. Soit l'exact opposé du positionnement politique qui ressort de l'assemblée de Saint-Denis.

On ne peut pas non plus accepter l'argument selon lequel la contribution de la LCR distribuée le 10 septembre aurait fait preuve d'un insupportable sectarisme et « ajouté encore un nouvel obstacle à l'unité », parce qu'elle osait soulever le problème des troupes françaises au Liban. D'abord le problème est effectivement nouveau : il date des mois de juillet (pour la guerre du Liban) et d'août (pour l'envoi des troupes). Ensuite la LCR ne proposait pas d'amender sur ce point le texte « Ambition et stratégie », qui d'ailleurs n'en parle pas, de même qu'il ne mentionne nulle part l'impérialisme français (« léger » problème, soit dit en passant).

Faudrait-il donc se taire sur l'envoi des troupes parce que le PCF l'approuve, comme il soutient en général la politique « moyen-orientale » de Chirac ? Peut-on vraiment construire un rassemblement antilibéral et anticapitaliste se donnant pour objectif de gouverner, en évacuant la question de son propre impérialisme ? Et comment certains camarades qui, il y a encore quelques mois, affirmaient que la question de la guerre impérialiste concentrait absolument **tous** les problèmes politiques, peuvent-ils la reléguer au second plan maintenant que ce sont **nos** troupes impérialistes qui sont en cause ?

⁶ On laissera ici de côté la triste trajectoire de la DS de Pont-Rossetto, pleinement intégrée au gouvernement social-libéral et ayant donc définitivement franchi le Rubicon. « Expérience » ayant néanmoins le mérite de rappeler à certains que les accords électoraux et de gouvernement sont une chose sérieuse, une question sensible qui entraîne des conséquences non négligeables.

⁷ Voir *Avanti !* n° 35 de juin-juillet 2006.

Quoi qu'il en soit, sous cet aspect aussi, nous devrions apprendre des expériences menées par nos camarades dans d'autres pays. La dénonciation du rôle des troupes brésiliennes en Haïti et l'exigence de leur retrait est un des axes de la campagne du P-SOL. A l'inverse, en Italie, nos camarades sont placés dans une situation intenable, au point de se retrouver, ont-ils estimé, « obligés » de voter au sénat les mesures de déploiement des troupes italiennes en Afghanistan (un prochain article d'*Inprecor* doit traiter de cette question).

Voilà en tout cas une différence notable entre un parti anticapitaliste (P-SOL) et une formation post-stalinienne, antilibérale inconséquente (PRC). Voulons-nous à l'avenir nous retrouver plutôt dans la situation des camarades du P-SOL, ou plutôt dans celle des camarades de la *Sinistra critica* du PRC ? C'est dans la politique d'aujourd'hui que cela se décide !

Et maintenant ?

Malgré l'accord politique scellé à Saint-Denis, de sérieuses hypothèques continuent à peser sur les candidatures communes. Le choix du candidat pour la présidentielle est le problème le plus immédiat et conflictuel.

Les militants « non encartés » n'acceptent pas la proposition de Marie-George Buffet, qui signifierait leur mise sous tutelle par le PCF. Ce parti lui-même se divise. Huistes et orthodoxes s'allient pour exiger l'annonce de la candidature communiste, tandis que les fondateurs reçoivent des soutiens inattendus – jusqu'à Imbrecht, le dirigeant tout sauf radical de la fédération CGT mines-énergie. Les candidatures se multiplient : Bové, Buffet, Autain, Braouzec... La dernière en date étant celle d'Yves Salesse, dont des partisans proposent qu'il forme un « ticket » avec la secrétaire générale du PCF : Salesse président, Marie-George première ministre...

La direction du PCF peut-elle accepter que Buffet ne soit pas candidate ? Ou ira-t-elle jusqu'au bout en cassant la dynamique des collectifs ? La réponse influera sur la configuration de la présidentielle, ainsi que sur l'avenir immédiat du mouvement antilibéral, mais elle ne peut pas déterminer notre orientation. Comme Olivier Besancenot l'a souvent souligné, ce qui importe avant tout est « le fond, pas le casting ». Et c'est le fond qui ne va pas.

Si le PCF présente unilatéralement ou parvient à imposer sa secrétaire générale, on se retrouvera dans une configuration politico-électorale « traditionnelle », proche de celles de 2002 et 2004. S'il acceptait finalement un autre candidat, au risque d'assumer une crise interne sérieuse, on entrerait dans une autre situation, plus complexe et mouvante.

Dans tous les cas, les clés des prochains actes sont maintenant détenues place du Colonel Fabien. Phénomène inédit, la LCR est hors jeu. Cela, en soi, constitue un bilan. Celui d'une ligne politique qui n'aura pas permis d'influencer positivement le mouvement large antilibéral. Quant à « la LCR minoritaire », elle peut toujours prétendre y influencer à la marge, elle s'est politiquement lié les mains en acceptant un cadre stratégique contradictoire avec la bataille pour une alternative anticapitaliste, de lutte et d'indépendance de classe.

Dans tous les cas aussi, deux tâches sont à mener de front dans les prochaines semaines. La première consiste à aller jusqu'au bout du débat avec les membres des collectifs, sans fermer définitivement la porte à un accord même si celui-ci est devenu extrêmement improbable. La seconde est celle qui constitue désormais la condition *sine qua non* de notre expression politique : obtenir les 500 signatures de maires pour intervenir avec notre candidat dans l'élection présidentielle.

Jean-Philippe Divès

ECOSSE

Sheridan et le SWP scissionnent le SSP

Le 29 août, Tommy Sheridan et Rosemary Byrne, deux des députés élus pour le Scottish Socialist Party (SSP, Parti socialiste écossais), publiaient un communiqué de presse annonçant leur rupture et le lancement d'un nouveau parti, Solidarity – Scotland's Socialist Movement (Solidarité – Mouvement socialiste d'Ecosse).

L'argument avancé pour justifier la scission est qu'il faut « *offrir au peuple d'Ecosse une alternative socialiste⁸ aux politiques pro-marché du New Labour [le « nouveau » parti travailliste de Tony Blair], des Tories [conservateurs], des Libéraux-Démocrates [centristes] et du SNP [Parti national écossais, indépendantiste sociale-libéral] », et que « le SSP n'est plus à même de jouer ce rôle ».*

Après avoir réussi à regrouper plus de 3.000 membres⁹ et obtenu, dans les élections de 2003, 130.000 voix et six députés au parlement autonome écossais, le SSP était tout récemment décrit par *The Economist*, la revue économique et financière londonienne, comme l'opposition « *bagarreuse* »¹⁰ au New Labour et au SNP.

Comment en est-on arrivé là ? Y a-t-il une place pour deux partis anticapitalistes en Ecosse ? Quelles leçons faut-il tirer de cette crise ? Cet article s'efforcera de traiter de ces questions, tout en apportant des éléments d'information et d'analyse complétant les propos (qui constituent l'article suivant) d'Andy McPake, un militant des jeunes du SSP qui nous livre sa vision de l'intérieur de ce processus.

Les origines du SSP

C'est en 1991 que les membres écossais du courant Militant (appartenant au niveau international au CIO – CWI en anglais –, Comité pour une internationale ouvrière) ont abandonné leur politique traditionnelle d'entrisme dans le parti travailliste et constitué une organisation indépendante, le SML, Scottish Militant Labour (Militant travailliste écossais)¹¹. Leur porte-parole, Tommy Sheridan, était devenu à partir de son intervention dans le quartier de Pollok, l'un des bastions du mouvement ouvrier à Glasgow, une importante figure publique dans la lutte contre la « *poll tax*¹² ». Cette même année, Sheridan était élu conseiller municipal de Pollok en recueillant un nombre de voix inédit pour un révolutionnaire.

En sortant du Labour Party, le SML se donnait cependant un objectif plus vaste : former un nouveau type de parti pour le socialisme, capable de réunir l'ensemble des forces anticapitalistes de la gauche écossaise et de s'enraciner en profondeur dans les couches ouvrières et populaires. En 1995, le SML était à l'initiative de la formation de la SSA, Scottish Socialist Alliance (Alliance socialiste écossaise), un front qui allait regrouper quasiment tous les courants organisés de la gauche radicale et anticapitaliste, ainsi que d'autres militants venant du Labour, de la tradition communiste, de la gauche indépendantiste, ou précédemment inorganisés.

Après trois années de débats et d'intervention commune, toujours sous l'impulsion du SML, la SSA décidait de se transformer en parti : le SSP était fondé fin 1998. Ses différentes

⁸ Les termes « socialiste » ainsi que « gauche » ont en Grande-Bretagne (comme dans d'autres pays) une signification différente de celle qu'elle a acquise en France. Gauche y est synonyme de gauche radicale et socialiste d'anticapitaliste, partisan du renversement du capitalisme et de l'instauration d'une société socialiste. C'est donc ce sens que ces termes recouvrent dans une série de citations.

⁹ L'Ecosse ayant 5 millions d'habitants, cela équivaut en France à un parti de plus de 35.000 membres.

¹⁰ *The Economist*, 18 mai 2006.

¹¹ Le « tournant écossais », c'est-à-dire la fin de l'entrisme, fut suivi un peu plus tard par la majorité de l'organisation anglaise et des groupes du CIO dans les autres pays. Une minorité le refusa, réunie autour du fondateur du courant, Ted Grant (récemment disparu).

¹² Un impôt local calculé en fonction du nombre de personnes, qui pénalisait gravement les familles ouvrières et populaires. Confrontée à une résistance de grande ampleur, Margaret Thatcher ne parvint pas à l'imposer et ce fut l'une des raisons de son retrait du poste de premier ministre.

composantes (et quiconque décidait d'en faire la déclaration) conservaient le droit de s'organiser en tant que « plates-formes », disposant si elles le souhaitaient de leur propre presse, organisant à leur convenance débats ou formations, et bénéficiant en général des droits de tendance les plus étendus.

Cependant, le SML était de loin la principale force fondatrice du SSP. De ce fait, ce dernier ne pouvait devenir viable en tant que parti – et non plus seulement front ou alliance – que si le SML mettait à sa disposition ses moyens politiques et organisationnels (journal, locaux, cadres, finances). Le choix de se consacrer pleinement à la construction du SSP, et à ne se maintenir en son sein que comme tendance idéologique, rencontra alors l'opposition de la direction du Militant anglais (devenu Socialist Party), et le SML quitta finalement le CIO en janvier 2001. Une petite minorité, restée fidèle au Socialist Party, constituait la plate-forme International Socialists (plus souvent désignée comme CIO Ecosse), tandis que la majorité formait l'ISM, International Socialist Movement (Mouvement socialiste internationaliste), qui commençait à éditer la revue bimestrielle *Frontline* (www.redflag.org.uk).

Lors de la fondation du nouveau parti, un appel à le rejoindre avait été lancé à la branche écossaise du SWP (Socialist Workers Party, Parti socialiste des travailleurs), deuxième force trotskyste en Ecosse après le SML/ISM, mais le SWP déclinait la proposition. Sa direction mettait alors au centre de sa politique de construction « *le clivage entre réforme et révolution* », affirmait en conséquence qu'il fallait entreprendre la construction directe de partis révolutionnaires et que le projet du SSP, de construction d'un parti de lutte de classe pour le socialisme sur une base large et unitaire, était « *fondamentalement erroné* »¹³. Trois ans plus tard, alors que le SSP avait connu un développement rapide et important, le SWP décidait cependant d'y intégrer ses militants écossais qui y devenaient la « Socialist Workers Platform ».

La démission de Sheridan

Il faut maintenant tenter de résumer les principales étapes d'une crise qui, ces derniers mois, a fait la une des quotidiens écossais et les choux gras de tous les médias d'Outre-Manche (la BBC en a tiré un reportage de 30 minutes intitulé « Sexe, mensonges et socialisme »...)

Le 9 novembre 2004, une réunion du comité exécutif (CE) du SSP était convoquée en urgence à Glasgow. Motif : l'hebdomadaire à scandales *News of the World* venait de publier un article affirmant qu'un député au parlement écossais fréquentait à l'insu de sa femme un club échangiste de Manchester¹⁴, et le bruit courait qu'il s'agissait de Tommy Sheridan, la grande figure publique et le « *national convener* »¹⁵ du parti. Selon le compte rendu (qui ne fut rendu public qu'en août 2006) de cette réunion, « *Tommy a admis dans la réunion qu'il avait effectivement visité ce club à deux reprises, en 1996 et en 2002, avec des amis proches. Tommy a reconnu que sa conduite avait été imprudente et estimé avec le recul qu'il avait commis une erreur.* »¹⁶

Lors d'une rencontre préalable avec deux membres du comité exécutif¹⁷, Tommy Sheridan s'était vu proposer plusieurs types de réponses (voir article suivant, pages 17-18) qui toutes auraient permis de limiter les dommages, pour le parti et pour lui-même dans son rôle de « convener ». Mais il refusa chacune de ces options et annonça au contraire son intention d'engager devant les tribunaux une action en diffamation, en niant toutes les allégations,

¹³ A partir de 1999, sans cependant revenir sur ses analyses et positions antérieures, le SWP (et à sa suite les groupes de l'IST, son courant international) amorça un tournant politico-organisationnel. La nouvelle orientation s'exprime aujourd'hui, non seulement à travers Respect en Angleterre et maintenant Solidarity en Ecosse, mais aussi dans la WASG en Allemagne, où l'IST soutient de façon a-critique Oskar Lafontaine et refuse de s'opposer aux coalitions gouvernementales SPD/Linkspartei, ainsi qu'en France par la défense d'un front politique et électoral non anticapitaliste avec le PCF et d'autres courants.

¹⁴ Il faut avoir à l'esprit que si ce type de « *sex scandal* » touchant des personnalités médiatiques, notamment du monde politique, semble un peu exotique en France, il est monnaie courante dans certains pays anglo-saxons.

¹⁵ Littéralement : « convocateur national ». A la fois président et porte-parole, c'est-à-dire, dans les faits, principal dirigeant public.

¹⁶ *Minutes of SSP EC 09/11/2004*, www.scottishsocialistparty.org/Minutes/mins091104.rtf.

¹⁷ Le 1^{er} novembre 2004. Voir Alan McCombes, *The Fight for the Truth*, SSP All Members Bulletin, page 5 (www.scottishsocialistparty.org/pdfs/Bulletinsummer06pdf.pdf).

vraies ou fausses. Le compte rendu déjà cité indique que « *tous les intervenants sans exception ont manifesté leur désaccord avec la stratégie consistant à nier les allégations (...) Tous ont estimé qu'il serait préférable que Tommy change d'avis* ». Le CE vota à l'unanimité une motion demandant à Sheridan de reconsidérer sa position et d'accepter avant le 13 novembre l'une des options qui lui étaient proposées, ou bien de démissionner de son poste de « convener ». Sheridan annonça sa démission le 10 novembre.

Le 28 du même mois, deux motions furent adoptées par le conseil national du parti. La première, votée par 85 voix contre 20, soutenait la décision du CE demandant à Tommy Sheridan de démissionner. La seconde, votée par 93 voix contre 10, acceptait la démission de Sheridan et déclarait que « *Tommy reste un membre de valeur de l'équipe de députés la plus dynamique du parlement écossais. Le conseil national dément formellement les rumeurs ayant pu circuler selon lesquelles la démission de Tommy a été provoquée par un affrontement de direction, une lutte fractionnelle pour le pouvoir ou toute forme de conflit interne.* »

A l'issue de cette même réunion, Sheridan publiait lui-même un communiqué de presse dans lequel il affirmait « *soutenir pleinement la déclaration du comité exécutif du SSP mise au point dans la réunion d'aujourd'hui. Le SSP a fait preuve aujourd'hui d'une grande maturité en parvenant à une position unifiée sur la façon d'aller de l'avant.* » Il y confirmait en outre que sa démission, pour laquelle il alléguait des raisons familiales, n'avait « *absolument rien à voir avec des luttes de pouvoir internes. Il n'y a pas et n'y a jamais eu de querelle interne ou de croc-en-jambe à propos d'un enjeu de direction.* »

Le compte rendu et la politique de « défiance »

Mais Sheridan modifia vite sa version des événements, pour lancer une campagne contre la direction du SSP, en affirmant à mots couverts qu'il avait été victime de jalousies et d'ambitions politiques. Jusqu'au procès, il ne contesta cependant jamais la véracité du compte rendu du CE du 9 novembre 2004 qui, à sa demande, demeura confidentiel.

Lorsqu'il devint évident qu'au cours du procès qui approchait, ce compte rendu deviendrait un élément central dans la défense des *News of the World*, Allan Green (secrétaire national du parti) et Colin Fox (le nouveau « convener ») se réunirent avec Sheridan pour examiner avec lui son contenu. Sheridan signala que ce compte rendu pouvait nuire à son action en justice et demanda que, conformément à la tradition de « défiance » (refus de collaborer avec les tribunaux bourgeois) du mouvement ouvrier, le SSP refuse de le communiquer à la Cour. Lors de la réunion du comité exécutif du 14 mai 2006, il fut convenu que le parti mènerait une bataille légale pour ne pas avoir à communiquer le compte rendu et que si cette bataille échouait, Alan McCombes (secrétaire politique et à la presse du parti), annoncé comme étant seul dépositaire du document, refuserait de le remettre. Deux réunions successives du CE votèrent cette orientation à une large majorité.

Alan McCombes refusa donc de remettre le compte rendu, et il fut emprisonné pour obstruction à la justice, sa libération étant conditionnée à la délivrance de ce document. C'est à ce moment que des membres de la section de Cardonald (celle de Tommy Sheridan) demandèrent la destruction du compte rendu, dans un e-mail qui fut logiquement intercepté par la police. Le juge ordonna aussitôt des perquisitions des locaux du parti et des domiciles de plusieurs de ses membres. Le coût de ces perquisitions, 7 000 livres, fut imputé au SSP. Et il fut ordonné que les coûts légaux engagés par les *News of the World* en tant que partie défenderesse, dans tous les cas plusieurs de dizaines milliers de livres, soient personnellement mis à la charge d'Alan McCombes.

Dans la réunion du conseil national du SSP tenue le 28 mai 2006, alors que McCombes était en prison, Tommy Sheridan distribua une lettre ouverte, communiquée en même temps à la presse, dans laquelle il appelait à remettre le compte rendu à la justice. Les plates-formes du CIO et du SWP, qui avaient jusqu'alors défendu la politique de défiance, soutinrent Sheridan en bloc et la proposition de remettre le compte rendu obtint une majorité

des voix¹⁸. La politique de défiance, qui avait été adoptée comme tentative d'unifier le parti dans les conditions difficiles imposées par ce procès, était donc défaite.

Plus grave, une fracture latente apparaissait maintenant au grand jour et s'élargissait. D'un côté, ceux qui veulent construire une organisation démocratique, dans laquelle tous les membres, de la base au sommet, sont également responsables devant les instances du parti. De l'autre, ceux pour lesquels certains membres du parti sont « plus égaux que d'autres » et responsables devant personne, en tout cas pas devant leur propre parti. C'est lors de ce conseil national que sont apparus les éléments dont le développement a conduit à la scission.

Vendetta politique

Pourquoi Sheridan a-t-il demandé la communication du compte rendu ? On apprit bientôt qu'un compte rendu présentant une version proche de l'original avait été adressé anonymement à *News of the World*. La Cour l'écarta en dénonçant un faux, mais cela servait à Tommy Sheridan pour étayer ses accusations, désormais publiques, selon laquelle il était victime de « *la mère de tous les règlements de compte* » (« *the mother of all stitch-ups* »).

Plus encore, il pouvait maintenant – avec la complicité des plates-formes du SWP et du CIO – mener une campagne de calomnies contre les 11 membres du SSP qui avaient reçu des assignations à comparaître devant la Cour en tant que témoins cités par *News of the World*, et qui ne pouvaient que reconnaître la vérité en accord avec le contenu du compte rendu (comme en avait convenu le CE dans un vote pris à une très large majorité, les représentants du SWP... s'abstenant). Dès lors, la démarche sordide consistant à profiter d'un « scandale » de mœurs pour se faire de l'argent cédait le pas à une vendetta politique. A cette fin, des militants et dirigeants du SSP ont été livrés en pâture aux médias, leur réputation foulée aux pieds, leur parti vilipendé.

Le 4 août, Tommy Sheridan apprenait que le jury populaire, par sept voix contre quatre, avait considéré qu'il avait été diffamé par *News of the World* et lui allouait des dommages et intérêts d'un montant de 200 000 livres (environ 280 000 euros).

Le 7 août, le tabloïd pro-New Labour de Glasgow, *Daily News*, consacrait à l'affaire six pages et toute sa une, qui arborait en titre : « *Exclusif. Sheridan : je détruirai les jaunes qui ont tenté de me démolir* ». A l'intérieur apparaissaient, barrées du mot « jaune » (« *scab* ») les photos de Colin Fox, Rosie Kane, Carolyn Leckie et Frances Curran, les quatre députés du SSP ayant refusé de suivre Sheridan dans ses manœuvres et mensonges. Sheridan reçut pour cette interview la somme de 30.000 livres. Le dommage causé au SSP et à ses militants, évidemment, n'avait pas de prix.

Réécriture de l'histoire

Quant au SWP, il a déjà commencé à réécrire l'histoire. Dans un texte daté du 21 juin 2006 et destiné à l'IST/TSI (Tendance socialiste internationale, le courant international du SWP), la Socialist Workers Platform proclame que sa décision de s'unir au SSP en 2001 avait été basée sur « *la reconnaissance que, sous la direction de Sheridan, le parti cherchait effectivement à rompre avec les politiques sectaires du Militant dont proviennent bon nombre de ses dirigeants, et à tendre la main, d'une part, aux déçus du New Labour, d'autre part, aux participants du mouvement anticapitaliste¹⁹ et anti-guerre en plein développement* ». Voilà qui cadre mal avec ses dénonciations publiques et répétées, notamment à l'occasion des élections de 2003, de Sheridan comme un « *nationaliste* ».

¹⁸ Tandis que le comité exécutif (de vingt membres) est élu par la conférence nationale, le conseil national, qui se réunit tous les deux mois, est une représentation fédérative des quelque 70 sections (« *branches* ») du SSP, composée de deux membres par section quelle que soit sa taille. Outre l'appui du SWP et du CIO, Sheridan obtint surtout, le 28 mai, celui de petites sections de province, notamment dans les régions des Highlands et du Sud. Celles de la « ceinture centrale » industrielle et urbaine de Glasgow-Edimbourg, qui concentre la majorité de la population comme des militants du parti, soutenaient en général la position du CE.

¹⁹ Le SWP et ses partisans appellent « anticapitaliste » le mouvement altermondialiste et plus généralement le mouvement large antilibéral.

Dans l'hebdomadaire du SWP, son dirigeant Chris Harman affirme que « *la gauche écossaise est en désarroi depuis que certains membres dirigeants du SSP ont témoigné pour News of the World dans l'action en diffamation engagée par sa figure la plus connue, Tommy Sheridan* »²⁰. Mais il ne signale pas que le 9 novembre 2004, le représentant du SWP au comité exécutif du SSP avait voté – comme il l'a lui-même reconnu – en faveur de la démission de Sheridan, et que ce n'est que plus tard que son « *sentiment a changé* ».

Le CIO a eu une attitude similaire. Après avoir dénoncé Sheridan comme un « *nationaliste de gauche* », « *réformiste parlementaire* » et même « *néo-stalinien* », il a participé activement à la scission et au lancement d'une nouvelle organisation sous l'égide de Sheridan... Les ennemis intimes SWP et CIO ont l'un et l'autre pris la défense du « *grand leader* » maltraité par ses camarades jaloux.

Le SSP et Solidarity

A la demande des partisans de Sheridan, qui s'étaient – brièvement – dénommés « *SSP Majorité* » suite à leur victoire dans le conseil national du 28 mai, une conférence nationale extraordinaire du SSP a été convoquée pour le mois d'octobre. Sheridan avait annoncé son intention d'y reprendre les fonctions de « *national convener* » et s'était fixé publiquement l'objectif d'obtenir auparavant au moins vingt-cinq « *nominations* » (propositions) en provenance des sections du parti. Il en a reçu onze²¹.

Dans le but de défendre face à cette crise la tradition du SSP, près de 160 militants, membres de l'ancien ISM (officiellement dissous en mars dernier) ou indépendants, avaient lancé le 11 juin la plate-forme United Left (Gauche unie). Toutes les informations concordent pour indiquer que les membres actifs du SSP, notamment parmi la majorité de militants n'appartenant à aucune plate-forme, se sont largement rassemblés en défense du SSP, bien au-delà de la United Left. Lors du meeting du SSP « *Unité, intégrité et socialisme* » tenu le 2 septembre à Glasgow, seuls deux des cinq orateurs, la députée Carolyn Leckie et la représentante de l'organisation de jeunesse Joanne Kelly, étaient des membres de la United Left. Ni John McAllion (ancien député travailliste au parlement britannique puis écossais), ni Richie Venton (responsable national du travail syndical), ni le nouveau « *convener* » Colin Fox n'appartiennent à cette plate-forme. Par ailleurs, aucune des autres²² plates-formes du parti n'a suivi les scissionnistes.

Comme le titrait le 25 août la *Scottish Socialist Voice* (hebdomadaire du SSP), Tommy Sheridan « *a gagné son procès mais perdu le parti* ». C'est la raison pour laquelle la « *SSP Majorité* », après avoir exigé une conférence nationale extraordinaire puis proclamé son intention et certitude d'y remporter la majorité, a jeté l'éponge et pris fin août la décision de sortir.

Le meeting de lancement de Solidarity – SSM, le 3 septembre, a cependant réuni une assistance nombreuse, plus nombreuse même que celui du SSP tenu la veille dans la même salle²³. Quand bien même le meeting de Solidarity, annoncé une semaine avant celui du SSP, a bénéficié d'une couverture médiatique importante et de la curiosité publique suscitée

²⁰ « *The Personality is Political* » (Les personnalités sont politiques), *Socialist Worker*, 2 septembre 2006 (voir www.socialistworker.co.uk).

²¹ Voir le site du « *SSP Majorité* », <http://sspmajority.typepad.com>, « *Branches nominating Tommy Sheridan for convener* ».

²² Le Republican Communist Network, un courant marxiste révolutionnaire qui défend des positions spécifiques en faveur de « *l'indépendance socialiste par en bas* » (voir www.republicancommunist.org), le Scottish Revolutionary Socialist Movement, issu des milieux de la gauche radicale indépendantiste, et Workers Unity, liée à deux organisations (anti-indépendantistes) de l'extrême gauche britannique (l'AWL, qui se revendique trotskyste « *schachtmaniste* », et le CPGB, un des secteurs issus de l'éclatement de l'ancien parti communiste). Les quelques militants écossais de l'ISG (IV^o Internationale) n'étaient pas constitués en plate-forme ; l'ISG a publié une déclaration de soutien à la United Left (voir *International Viewpoint* de juillet-août 2006, www.internationalviewpoint.org), après que ses membres en Ecosse aient pris position en faveur de Sheridan.

²³ Selon plusieurs observateurs « *neutres* » ou non directement impliqués, entre 350 et 400 personnes étaient présentes au meeting du SSP, et de 500 à 550 à celui de Solidarity. Tous signalent aussi que tandis que le meeting de Solidarity a réuni un public large, celui du SSP avait surtout un caractère de rassemblement militant. Voir notamment la relation faite par Jim Jepps : www.socialistunitynetwork.co.uk/news/sspsplit07.htm.

par la vedette de la politique écossaise de ces derniers mois, on a pu constater à cette occasion que la scission est à l'évidence un coup politique très sérieux.

Autre chose, restant largement à vérifier, sera la viabilité de la nouvelle formation, du moins après l'échéance des élections au parlement écossais de mai 2007, scrutin dans lequel Sheridan compte sur sa célébrité et son charisme pour être réélu. Autant les premiers pas du SSP « maintenu » témoignent d'une grande unité sur les questions fondamentales, autant la cacophonie été immédiate du côté de Solidarity.

Dans son édition du 9 septembre, *Socialist Worker* estime, au sujet du meeting du 3 septembre, que « l'ouverture du discours [de Tommy Sheridan] a paru quelque peu en retrait par rapport à l'ambiance du meeting ». Il fait dire à l'un des participants qu'il a été « un peu désappointé de ne pas avoir entendu Tommy Sheridan préciser davantage ce que nous avons besoin de faire ces prochains mois », et à un autre que « la nouvelle organisation (...) a besoin de plus de jeunes et de pensée créatrice, et il faut autour de Tommy Sheridan des gens solides, qui soient capables de l'interpeller ».

Plus manifestement encore, le CIO a consacré sa première déclaration politique sur le sujet à attaquer le SWP, qui « veut que Solidarité – SSM adopte l'approche politique de "Respect" en Angleterre, qui a échoué à faire émerger une authentique alternative de gauche ou socialiste pour la classe des travailleurs, parce qu'elle est basée sur un appel à un seul secteur de la population et ne met pas en avant des politiques socialistes. Au meeting de Solidarité – SSM, les orateurs du SWP ont affirmé que pour la gauche, la guerre devait être "le ravitailleur qui doit être rejoint régulièrement pour reprendre du carburant". En d'autres termes, la guerre est la préoccupation centrale et le nouveau mouvement doit se baser là-dessus. Ils ont affirmé que Solidarité – SSM devrait être un nouveau parti "de gauche" – la plupart des membres du SWP refusent de l'appeler un parti socialiste – se basant principalement sur la communauté musulmane, les demandeurs d'asile et le mouvement anti-guerre. Ce n'est pas l'avis de la majorité des forces qui ont été à l'initiative du lancement du nouveau parti en sortant du SSP »²⁴.

Deux projets politiques

La masse des documents et informations accessibles²⁵ montre de façon très claire que – comme cela est développé dans l'article suivant – l'on est maintenant en présence de deux projets politiques différents.

A travers l'action et les arguments développés par ses partisans lorsqu'ils étaient membres du SSP, comme dans ses premières déclarations et son meeting de lancement, Solidarity apparaît comme un mouvement réuni principalement autour d'une personnalité médiatique, se basant sur quelques slogans plus que sur un programme politique, et qui met les élections et la participation au parlement au centre de sa stratégie politique, en évitant de contester les institutions bourgeoises.

En conformité avec son projet socialiste et avec la bataille pour l'auto-organisation des travailleurs et des opprimés, le SSP défend une démocratie de parti fondée sur la participation des militants et leur contrôle effectif de la direction. Tout en reconnaissant l'importance des élections et de l'activité parlementaire, il fonde son activité avant tout sur le développement des luttes et dénonce dans les institutions parlementaires un instrument de la domination bourgeoise et impérialiste. A l'occasion de la dernière conférence nationale du SSP, Alan McCombes avait suscité une levée de boucliers d'une partie de l'organisation lorsqu'il avait défendu, dans un document soumis à la discussion, une réorientation de l'intervention « en direction des 50 % d'écossais qui ne votent pas », c'est-à-dire la jeunesse et les couches les plus exploitées et opprimées de la population.

Ces oppositions stratégiques ont des corollaires sur d'autres terrains. Le plus évident est l'oppression spécifique et la lutte pour la libération des femmes (ainsi que la question LGBT).

²⁴ « Build a class-based socialist party » (Construire un parti socialiste de classe), 5 septembre 2006, www.socialistworld.net.

²⁵ Voir notamment le dossier extrêmement fourni composé par le Socialist Unity Network, un réseau militant issu en Angleterre de la défunte Alliance Socialiste : www.socialistunitynetwork.co.uk/activate/ssp-archive.htm.

Le communiqué annonçant la fondation de Solidarity n'en dit pas un mot, alors même qu'il mentionne de nombreuses autres questions et terrains de lutte. Voilà qui n'ira pas à l'encontre des tirades antiféministes de Sheridan, que ce soit face aux femmes qui ont contredit ses assertions lors du procès ou au groupe de dirigeantes du parti ayant impulsé le réseau féministe du SSP – « *une bande de sorcières* » selon l'ancien « convener ». Significativement, dans sa lettre ouverte diffusée au conseil national de la fin mai, il accusait la direction du SSP de vouloir construire « *un groupe de discussion obsédé par les questions de genre* » au lieu d'« *un parti socialiste de classe* », et précisait : « *nous nous définissons d'abord par nos principes socialistes et notre identité de classe. Non par notre genre ou notre orientation sexuelle.* »

Une autre question centrale (mais que l'on ne développera pas ici, tant les débats dont elle fait l'objet sont complexes pour qui n'en est pas imprégné) est celle de l'indépendance – ou non – de l'Ecosse. Le SSP lutte pour « *une Ecosse indépendante et socialiste* » et arbore la devise « *Socialisme, indépendance et internationalisme* »²⁶. Le SWP et le CIO s'opposent à cette orientation qui, selon eux, cède devant le nationalisme bourgeois et divise la classe ouvrière britannique. Il est un fait que cette dimension traditionnelle du combat du SSP, qui était pourtant fortement revendiquée par Sheridan et ceux de ses partisans qui sont issus de l'ISM, a été quasiment absente des premières interventions de Solidarity.

Des enseignements à tirer

La crise traversée par le SSP ne concerne pas seulement nos camarades écossais, elle interpelle directement les marxistes révolutionnaires des autres pays. Et tout particulièrement, parmi eux, ceux pour lesquels l'expérience du SSP a été et reste une source d'inspiration.

Les derniers événements remettent-ils en cause la tactique de construction de partis larges pour le socialisme ? Nous ne le pensons pas. Les succès spectaculaires, la place politique conquise en très peu d'années par le SSP, ont amplement validé l'orientation de construction d'un véritable parti apte à regrouper dans un cadre démocratique l'ensemble de la gauche anticapitaliste. En revanche, il est important d'identifier les limites, les erreurs commises et, au-delà, de se demander ce qui a pu les favoriser.

Il paraît évident que la direction du SML puis de l'ISM a fait preuve d'une certaine candeur politique, et que les erreurs qui en ont résulté ont débouché sur une situation détonante dès lors qu'un secteur droitier, tendant vers des positions réformistes, est entré en conjonction avec les conceptions et intérêts particuliers de groupes qui n'ont jamais partagé le projet fondateur et s'étaient intégrés pour des raisons fondamentalement d'opportunité.

La crise du SSP est avant tout un résultat de son succès. Pour un petit parti, se développer à travers de tels bonds, au point de se retrouver subitement avec six membres élus au parlement, ne pouvait que susciter des convulsions politiques et organisationnelles. Les problèmes résultant de l'intégration d'une masse de nouveaux membres n'ayant pas une idée très claire de ce qu'est le socialisme, sans parler du marxisme révolutionnaire, combinés aux pressions inévitables engendrées par la représentation parlementaire, auraient été difficiles à surmonter pour une organisation plus expérimentée et plus homogène. Dans ces conditions, l'émergence d'une tendance de droite (pour une bonne part issue – c'est à remarquer – du noyau révolutionnaire lui-même) n'avait rien d'extraordinaire.

Le fait que la direction du SSP n'ait jusqu'à une époque récente pas été consciente de ces problèmes semble clair à travers les propos d'Andy McPake, comme au regard de la déclaration de fondation de la United Left, lorsqu'elle affirme : « *nous sommes profondément préoccupés par le fait que l'activité quotidienne du parti à la base de la société, l'éducation socialiste et l'unité interne n'ont pas réussi à se porter à la hauteur de nos succès électoraux.* »²⁷

²⁶ Le slogan du SSP le plus récent, unissant la lutte anti-guerre et celle pour l'indépendance (revendication qui semble devenue majoritaire dans la population écossaise pour la première fois dans l'histoire des sondages) mérite d'être cité : « *La Grande Bretagne, hors d'Irak ! L'Ecosse, hors de la Grande-Bretagne !* »

²⁷ Déclaration de la SSP United Left (Gauche unie du SSP), 11 juin 2006, www.ssp-ul.org.

Démocratie interne, contrôle et transparence

A ces problèmes généraux, il nous semble que l'on peut ajouter l'expression de naïveté politique consistant à considérer qu'il était meilleur pour le parti de ne pas faire état de la conduite de son principal porte-parole et dirigeant public²⁸, même si cela entraînait en contradiction avec les statuts²⁹ du parti et les droits démocratiques qu'ils confèrent à ses membres. Mais il est un fait qu'aucune plate-forme représentée à l'exécutif ne s'est opposée à cette décision.

A partir du moment où une organisation commence à avoir une influence de masse, ses débats internes acquièrent nécessairement un caractère public. Certes, il y a des moments où, face à la bourgeoisie et à son appareil d'Etat, une direction responsable peut et doit ne pas divulguer certaines informations (quoique le secret soit le plus souvent illusoire : voir l'exemple fameux de la polémique publique entre les dirigeants bolcheviques, juste avant Octobre 1917, sur l'opportunité ou non de déclencher l'insurrection...) Mais la plus complète transparence doit être la règle. Elle constitue d'ailleurs aussi le seul pare-feu efficace face aux manœuvres de groupes hostiles.

Vu de l'extérieur, avec donc les précautions qui s'imposent, les arguments de certains militants et plates-formes (comme le Republican Communist Network), selon lesquels il était illusoire et erroné de vouloir garder le secret sur le comportement de Sheridan et le conflit l'opposant au comité exécutif, ont une certaine crédibilité.

La question est d'autant plus sensible dans un parti tel que le SSP qu'elle concerne au premier chef la majorité des membres qui n'appartiennent à aucune plate-forme : beaucoup ont pris connaissance de l'affaire par la presse, en même temps que l'ensemble des travailleurs. Dès lors, il était inévitable que, face aux allégations de Sheridan, « *des individus, branches et même régions [aient été] soumis à des interprétations externes des politiques internes du SSP, suscitées à travers les médias* »³⁰.

Les processus décisionnels doivent être démocratiques, ouverts et transparents non seulement pour les membres du parti, mais aussi pour les travailleurs et les mouvements sociaux. La décision de la United Left de lutter pour une organisation dans laquelle les représentants élus « *soient pleinement responsables devant le parti, en plaçant l'intérêt collectif du parti au-dessus des préoccupations individuelles* »³¹ doit être saluée comme un pas dans la bonne direction.

Figures publiques, présidents, porte-parole

C'est un autre problème aigu, qui mérite un traitement spécifique. Car si Tommy Sheridan était l'un des dirigeants du SSP (et, avant lui, du SML), il n'en a jamais été le « chef » : cette image fautive, que le SWP et le CIO reprennent aujourd'hui complaisamment, a été construite à partir de son rôle de porte-parole. Il faut toutefois bien admettre que le SSP et sa direction ont longtemps ignoré si ce n'est conforté cette personnalisation – en tout cas jusqu'à l'éclatement du conflit de novembre 2004.

L'existence même du poste de « national convener » (que des militants avaient mis en cause après la démission de Sheridan), calqué sur le fonctionnement hiérarchisé traditionnel des autres partis, constitue un facteur de confusion. Mais là encore, il ne s'agit pas d'un « problème écossais ». Par exemple la camarade Heloïsa Helena est non seulement porte-parole mais « présidente » du P-SOL.

La façon dont les anticapitalistes et les révolutionnaires sont perçus par les masses a subi de profondes modifications. Alors même que les grands personnages politiques auxquels sont édifiés des cultes ne sont plus de ce temps³², la relation instituée par les médias entre

²⁸ Du moins en partie, certaines informations ayant été communiquées oralement, à la suite du CE du 9 novembre 2004 et de la démission de Sheridan, dans des assemblées de section.

²⁹ « 6.4. Le Comité exécutif doit communiquer aux sections des comptes-rendus écrits de ses réunions ».

³⁰ Déclaration citée de la United Left.

³¹ Idem.

³² Personne ne s'aventurerait à comparer Chirac à De Gaulle, ou Hollande à Jaurès voire même à Mitterrand...

le porte-parole et la population est devenue beaucoup plus directe et étendue que dans le passé. Assis devant la télévision, les gens voient défiler dans un continuum vide de sens les manifestants anti-CPE, le Loft, le discours de Chirac, les résultats de la journée de Ligue 1, la Star Académie et l'interview d'Olivier Besancenot.

Cette médiatisation et dé-hiérarchisation de la politique intervient dans une situation où, du fait de la crise d'alternative politique, les travailleurs, la jeunesse et les mouvements sociaux ont connu une profonde dépolitisation et leurs organisations se sont globalement affaiblies ; mais aussi, contradictoirement, alors que par suite du tournant à droite des vieilles organisations qui représentaient le mouvement ouvrier, les anticapitalistes et les révolutionnaires sont de plus en plus largement perçus comme les seuls à défendre réellement les intérêts populaires.

Tout cela favorise la croyance – toujours latente – dans le leader providentiel. La LCR et Lutte Ouvrière sont deux exemples d'organisations dont l'influence structurelle, l'enracinement parmi les travailleurs et les jeunes, sont loin d'égaliser l'écho que rencontrent leurs porte-parole. Médiatisation et dépolitisation d'une part, crise des partis traditionnels et de l'engagement politique d'autre part, se combinent pour créer un phénomène dans lequel le porte-parole est beaucoup plus connu que le parti qu'il représente. Dans quelques semaines au Brésil, il y aura beaucoup plus d'électeurs d'Heloísa Helena que d'électeurs du P-SOL. A chaque distribution de tracts, nous constatons à quel point Olivier Besancenot est incomparablement plus connu que la LCR.

Le parti anticapitaliste ou révolutionnaire est spécialement affecté. En général, les partis bourgeois (ou ralliés à l'ordre bourgeois) n'ont en effet pas ce genre de problèmes. Un parti bourgeois est une structure hiérarchisée dont la raison d'être est la participation aux élections, pour le compte des intérêts économiques dominants qui lui délèguent la tâche de leur représentation politique. Le plus souvent, ses porte-parole sont donc aussi ses dirigeants effectifs : ils sont parvenus à leur poste grâce à leur habileté à éliminer leurs concurrents moins capables, en démontrant leur plus grande capacité à servir ceux qui dominent véritablement la société ; c'est-à-dire, pour une très large part, leur aptitude à mentir et tromper (« communiquer ») au service du maintien de l'ordre établi.

Il paraîtrait a priori évident que la fonction de porte-parole d'une organisation anticapitaliste ou révolutionnaire est différente de celle de chef d'un parti bourgeois, ou même de « leader charismatique » d'un mouvement large : ce sont des militants qui assument une tâche spécifique, pour laquelle ils ont été sélectionnés par la direction de l'organisation. La crise du SSP a cependant montré à quel point cela peut ne pas être clair, y compris aux yeux de nombreux militants.

Il nous semble que trois leçons peuvent, de ce point de vue, être tirées.

La première est tout simplement qu'il faut dire publiquement la vérité, quand bien même elle heurte les préjugés et constructions idéologiques : le porte-parole est un membre du parti chargé de la tâche spécifique consistant à populariser sa politique.

En second lieu, il est indispensable qu'il y ait plusieurs porte-parole (et que le principe de parité s'applique à cette responsabilité comme à d'autres).

Enfin, porte-parole comme candidat sont des tâches qui devraient avoir un caractère rotatif. Etre placé en permanence sous les feux de la rampe entraîne une pression épuisante et entre en contradiction avec les besoins de la vie privée. Sans compter que certains peuvent être amenés à développer des comportements s'opposant aux besoins de l'organisation ou, dans des cas extrêmes, à croire réellement qu'ils « sont » le parti...

Virginia de la Siega

ECOSSE

Un combat politique entre la gauche et la droite du parti

On trouvera ci-après l'interview donnée par **Andy McPake**, membre de la tendance United Left (Gauche Unie) et l'un des animateurs de la **Scottish Socialist Youth** (jeunesses du SSP), au journal de l'organisation britannique Alliance for Workers Liberty (www.workersliberty.org/node/6569). Ce texte date du 12 juillet 2006, soit avant la conclusion du procès et plus d'un mois avant que Sheridan et le SWP ne prennent la décision de scissionner. Le fait qu'elle ait été reprise sur le site de la United Left (www.ssp-ul.org) indique que son contenu reflète des opinions plus largement partagées. Titre, sous-titres et notes sont de la rédaction d'*Avanti !*

Solidarité de classe ?

- *Le procès en diffamation de Tommy Sheridan contre News Of The World a maintenant commencé. Devant le tribunal, des dirigeants du SSP tels que Alison Kane et Alan McCombes ont témoigné que Tommy Sheridan avait admis devant eux certaines des choses personnelles à propos desquelles il poursuit aujourd'hui News Of The World. Les supporters de Tommy Sheridan affirment que les membres du SSP devraient quoi qu'il en soit le soutenir contre News Of The World, en application d'un principe de solidarité de classe. Que penses-tu de cet argument ?*

- Je pense que c'est un argument faux et dangereux.

L'argument est faux, parce que l'action en diffamation d'un individu n'affecte évidemment pas la classe ouvrière en tant que collectif. Dans tout son matériel, le SSP signale que l'Ecosse est l'une des sociétés en Europe où les divisions de classe sont les plus accentuées. Les banques d'Edimbourg affichent une opulence insolente alors qu'un enfant écossais sur trois grandit dans la pauvreté. Si un secteur de travailleurs gagne une grève, il pourra y avoir des effets plus généraux du point de vue des salaires et conditions de travail de l'ensemble de la classe ouvrière. Mais ceci n'est pas une grève ou une manifestation. Quelles conséquences y aura-t-il pour les millions de pauvres en Ecosse si Tommy gagne son procès ?

C'est également un argument dangereux. Ce procès concerne un individu, Tommy Sheridan. Rattacher à une seule personne les espoirs et intérêts de toute la classe ouvrière, c'est le comportement d'un stalinien, pas d'un partisan du socialisme ayant une conscience de classe. Cela suggère aussi que l'on devrait signer un chèque en blanc pour soutenir un individu, sans autre raison que le fait qu'il soit un « grand nom ». C'est ce que Respect a fait avec Galloway et c'est ce que certains voudraient que nous fassions avec Tommy. Le combat pour le socialisme est basé sur l'action collective, pas sur le grand leader ou le culte de la personnalité. Un soutien inconditionnel et irraisonné à Tommy conduirait le SSP sur cette seconde voie.

Il est également important de noter qu'Alison et Alan, de même que le conseiller [municipal] Keith Baldassara, ont dû témoigner à leur corps défendant. Les témoins membres du SSP se sont retrouvés convoqués au tribunal uniquement parce que Tommy et le SWP ont voté l'abandon de la stratégie de défiance. Ils ne peuvent pas nous accuser de ne pas montrer une « solidarité de classe » quand ce sont eux qui ont voté de se conformer aux exigences du tribunal.

- *Comment penses-tu que Tommy Sheridan aurait dû agir, en tant que dirigeant du SSP faisant preuve de responsabilité, face aux histoires de News Of The World au sujet de sa vie privée ?*

- *Solidarity [il s'agit ici du nom du journal de l'AWL] a déjà signalé qu'il avait été demandé à Tommy Sheridan de démissionner [de son poste de « national convener » – président du parti] du fait d'une divergence sur la façon de réagir aux allégations faites quant à sa vie privée. C'est exact. Ainsi que je le comprends, l'exécutif a offert à Tommy trois options à ce propos. Toutes, à mon avis, auraient caractérisé l'action d'un président du parti responsable.*

La première option était simplement de ne pas faire de commentaires. Si Tommy avait adopté cette attitude il serait toujours président du parti, et l'histoire de News Of The World serait maintenant un ragot à demi oublié. La deuxième possibilité était de s'excuser pour ce qui aurait été vrai et de nier ce qui était faux. La troisième était d'accepter tout ce qui pouvait émerger de vrai en disant qu'en tant qu'adulte il fait ce que bon lui chante, et de démentir tout ce qui pouvait être faux.

Demander au parti de mentir pour le « leader »

Tommy n'a accepté aucune de ces options. Il a déclaré au comité exécutif qu'il démentirait tout ce qui sortirait, vrai ou faux, et qu'il demandait au parti de soutenir cette ligne de conduite. Le comité exécutif était en droit de le rappeler de son poste, décision confirmée à l'unanimité dans deux réunions successives – soit en tout, trois réunions unanimes de l'exécutif. La décision de l'exécutif fut ensuite ratifiée par une réunion du conseil national du SSP, à l'issue de laquelle Tommy Sheridan fit une déclaration publique affirmant que cette décision était correcte et n'avait rien à voir avec aucun type de lutte fractionnelle.

Demander au parti de mentir pour lui, c'était aller trop loin³³, et c'est pourquoi il a été demandé à Tommy de démissionner. Il n'y a pas eu de putsch, pas de conspiration, pas de cabale. Seulement un parti mis dans une situation difficile par la pusillanimité d'un individu.

- *Le SSP va réunir les 7 et 8 octobre une conférence nationale³⁴ extraordinaire. Il est prévu que la première journée discute la question Sheridan, mais aussi tout ce qui a trait aux prochaines élections. Cela crée un risque d'une scission basée uniquement sur cette affaire de diffamation, sans un débat politique explicite sur les problèmes sous-jacents. Que penses-tu de ce risque, et comment peut-il être combattu ?*

- Ce n'est pas un grand secret que le climat interne s'est détérioré au cours des derniers mois. La réunion du conseil national du 28 mai a été le théâtre d'appels à « extirper un cancer » du parti, de comportements de voyous et de sycophantes, conduisant même un responsable du SWP à argumenter que Tommy devrait pouvoir parler dix minutes quand tous les autres intervenants en avaient trois. Pour certains dans le SSP, tous les camarades sont égaux mais le camarade Sheridan est plus égal que les autres. Même les alliés du SWP, le CIO, ont reconnu que lors du conseil national le SWP « a pris part à des interpellations organisées des orateurs ».

Dans une telle ambiance, il n'est pas absurde de considérer qu'une scission pourrait se produire. Ce n'est toutefois absolument pas imminent ; les deux côtés apparaissent comme luttant pour gagner la majorité, plutôt que pour se séparer.

La seule chose que les militants de base puissent faire pour éviter une scission, c'est de récupérer les meilleurs aspects du parti lorsqu'il s'est constitué, de ce parti qui osait être différent. Nous étions une force basée sur l'action directe et animée d'un esprit pluraliste, déterminée à ne pas commettre les mêmes erreurs que la vieille gauche « britannique ». Nous devons lutter pour nous réapproprier cet esprit.

- *Cela fait plus d'un an que George Galloway a encouragé Tommy Sheridan à scissionner du SSP et à se lier à lui et à Respect³⁵. Le fait évident qu'aujourd'hui Sheridan ne repousse pas les approches de Galloway paraît indiquer que celui-ci aura finalement ce qu'il veut. Que penses-tu de cette perspective ? A ton avis, quelle attitude le SSP devrait-il adopter face aux*

³³ Tant il est vrai que si certaines allégations du tabloïd à scandale étaient fausses, d'autres étaient parfaitement avérées. Comme c'était prévisible, les conséquences durant le procès ont été épouvantables. En particulier, plusieurs femmes, parmi elles des militantes ou ex-militantes du SSP, ont été humiliées en public en étant interrogées sur leurs relations avec Sheridan... par Sheridan lui-même après qu'il ait spectaculairement congédié ses avocats et décidé d'assurer personnellement sa défense.

La députée et dirigeante du parti, Frances Curran, signale dans des propos rapportés par un article de presse (Julia Bindel, *A Win for Machismo – Une victoire du machisme –*, *The Guardian*, 8 août 2006) : « *Quelle sorte de militant pour le socialisme est celui qui traîne une femme dans le box des témoins, la contre-interroge sur des détails intimes de sa vie sexuelle, puis la traite en public de menteuse ?* »

³⁴ Les orientations sont votées et la direction est élue dans les conférences nationales, qui ont lieu chaque année. La dernière conférence s'est tenue en mars 2006.

³⁵ Voir *Avanti !* n° 20, janvier 2005, « *RESPECTez le SSP !* »

orientations représentées par Galloway, avec sa ligne selon laquelle il « ne peut pas vivre avec trois fois le salaire d'un ouvrier », ses amitiés avec le fondé de pouvoir de Saddam Hussein, Tarik Aziz, le fait qu'il ait reconnu que ses campagnes électorales aient été financées par les Emirats et les Saoudiens, etc. ?

- Le SSP a été trop mou sur Galloway. C'est un égomaniaque qui s'oppose au droit des femmes de choisir. La plupart des membres de la SSY sont ouvertement critiques de Galloway. Mais c'est peut-être le problème d'un état de fait que l'on est obligé de gérer³⁶.

Si vous voulez un SSP unifié, vous ne pouvez pas risquer d'indisposer le SWP en utilisant la *Scottish Socialist Voice* [l'hebdomadaire du SSP] pour démonter comme il le faudrait les orientations populistes de Galloway. Je ne suis pas certain d'être entièrement d'accord avec cela. Diviser le vote « de gauche » serait regrettable, mais étant donné qu'en Ecosse l'essentiel du vote de gauche est pro-indépendance, il est peu probable qu'ils parviennent à quoi que ce soit. Bien qu'il soit écossais, George Galloway n'a aucune base ici.

Le type de parti à construire

- Si le SSP est en danger de scission, et il semble que ce soit le cas, il doit y avoir des problèmes politiques sous-jacents, allant au-delà de la façon de répondre à News Of The World. A ton avis, que représente la division en cours dans le SSP, du point de vue des questions politiques fondamentales ?

La division n'est pas entre pro et les anti-Tommy. Le débat en cours ne porte pas sur des orientations personnelles. C'est un débat entre gauche et droite. Naturellement, dans la United Left, nous nous considérons comme la gauche. Nous ne le faisons cependant pas de façon subjective. Au contraire, c'est basé sur notre analyse objective de la situation.

Bien que ce soit un débat opposant – à ce jour – deux côtés, je ne suivrais pas la démarche de Tommy Sheridan en disant « vous êtes avec nous ou contre nous ». Certains peuvent très bien ne pas avoir décidé du type de parti qu'ils veulent. Je respecte cela. L'autonomie et la liberté de penser sont attaquées dans notre parti et je quitterais la United Left si elle se joignait à cette attaque.

Le débat porte sur le type de parti que nous voulons. La tendance dite « SSP majorité » est unie dans le culte de la personnalité. Elle est en faveur d'un parti où il y ait des *standing ovations* et où on ne pose pas de questions. Ils ne veulent peut-être pas que le SSP devienne « Respect Ecosse », mais ils aimeraient certainement qu'il ressemble beaucoup plus à cette organisation. Cela ne pourrait signifier qu'un recul.

Ils veulent un parti basé sur des personnalités médiatiques, avec un contrôle collectif qui soit minimal, pas d'action directe et aucune auto-organisation des groupes opprimés. Ce groupe peut à juste titre être appelé la droite du parti.

Le SWP s'est opposé de longue date à l'action directe en proclamant que c'est élitiste. Lynn Sheridan (oui, une parente) et la députée Rosemary Byrne ont condamné l'action directe menée l'an dernier au parlement³⁷, en affirmant que nous devrions respecter le parlement.

Le rôle du parlement est l'une des questions politiques majeures qui sépare les deux côtés. Les membres du SSP-United Left pensent que nous sommes au parlement pour dévoiler son caractère décadent, d'institution d'exploitation de classe. Cela implique que nous n'allons pas nous préoccuper outre mesure si nous sommes de temps en temps congédiés du parlement. Il est clair que la droite du parti ne partage pas ce point de vue.

³⁶ « *That may be a matter of having your cake and eating it.* »

³⁷ Fin juin 2005, quatre des six députés écossais (« MSP », Member of Scottish Parliament) élus en 2003 pour le SSP – Frances Curran, Rosie Kane, Carolyn Leckie et Colin Fox (successeur fin 2004 de Sheridan au poste de *national convener*) – avaient organisé dans l'enceinte parlementaire, au moment où le premier ministre écossais y prenait la parole, une protestation exigeant du pouvoir exécutif qu'il autorise les manifestations du 6 juillet contre le sommet du G8 à Gleneagles. Ils avaient été sanctionnés par une exclusion temporaire du parlement et une suspension de leurs indemnités. Tommy Sheridan et Rosemary Byrne, les deux autres députés élus pour le SSP, désormais membres de Solidarity, n'avaient pas pris part à cette action.

Féminisme ou populisme

Les attaques menées par Tommy aussi bien contre la SSY que contre le réseau femmes du parti montrent clairement ce que ses supporteurs pensent de l'auto-organisation des secteurs opprimés. C'est une question controversée dans le parti, sur laquelle il n'y a clairement pas accord entre le SSP-United Left et le SSP « Majorité ».

Plus alarmant est le fait que Tommy défende des peines criminelles pour le port de couteau³⁸. Cela conduirait concrètement à un développement des fouilles au corps par la police dans toutes les zones ouvrières d'Ecosse. Il s'agit d'une politique populiste, totalement étrangère à une analyse de classe de la société.

Enfin, il n'est un secret pour personne que les questions de genre sont *très* présentes. Ceux qui se trouvent autour de Sheridan ont dénoncé nos députées femmes comme des « sorcières ». La société écossaise est très à gauche du point de vue socio-économique, mais sur les questions « de société » c'est une des plus conservatrices d'Europe de l'Ouest. Une expression en est que des membres de premier plan du parti rejettent totalement le féminisme, dénigrent quiconque tente d'introduire une analyse de genre comme un « policier de genre », et sont ouvertement sexistes.

SWP et CIO

- *Deux des plus grosses minorités dans le SSP, longtemps opposées à Sheridan, se sont maintenant ralliées à lui dans le cadre de cette crise – la tendance Socialist Worker et la tendance du CIO liée au Socialist Party en Angleterre et au Pays de Galles. Que comprends-tu de leurs arguments ?*

- Je suis heureux que tu soulignes qu'ils se sont longtemps opposés à Tommy, parce qu'en les voyant on n'aurait pas cette impression. C'est du pur et simple opportunisme. Bien qu'il soit allé il y a à peine cinq ans dénoncer Tommy dans la presse bourgeoise comme un stalinien, le CIO clame maintenant qu'ils ont toujours été des alliés politiques. « L'Océanie est en guerre avec l'Asie de l'Est. L'Océanie a toujours été en guerre avec l'Asie de l'Est ? »

D'un autre côté, en ce qui concerne le SWP, cet incident a coïncidé opportunément avec le tournant à droite de sa politique depuis le lancement de Respect. Quand je suis entré dans le parti, le SWP nous dénonçait comme des « réformistes » si, par exemple, nous faisons campagne pour des repas gratuits dans les écoles au lieu de faire campagne pour la Palestine. Maintenant, ses membres écartent comme « gauchistes » toute mention féministe socialiste, nos critiques envers Respect, etc.

Le SWP a passé des années en minorité dans le SSP, où ses droits ont toujours été respectés. A l'inverse, nous avons été trop laxistes en les laissant parfois violer des règles du parti sans réagir. Mais la première fois qu'ils obtiennent une majorité à un conseil national du parti, ils votent qu'il ne doit pas même y avoir de débat sur leur motion, ils nous privent de notre liberté de parole. Cela en dit beaucoup sur leur organisation et sur le type de parti qu'ils veulent.

Des erreurs dans la politique de construction

- *Quoique tu penses du comportement de Sheridan, le fait que le SSP soit confronté à un risque de scission avec très peu de débat politique ou alors un débat non explicite, et un rôle important du sensationnalisme de la presse capitaliste dans la détermination des positions à l'intérieur du SSP, semble témoigner de problèmes dans la façon dont le SSP a été construit, et appelle un certain type d'autocritique de la part de ceux qui ont joué un rôle central dans l'organisation et l'orientation du SSP depuis sa fondation. Jusqu'à quel point penses-tu que la nouvelle tendance United Left dans le SSP reconnaît les problèmes et propose une nouvelle façon de s'organiser dans le futur ?*

³⁸ L'augmentation du nombre des « *knife crimes* » (agressions au couteau) fait depuis des mois la une de la presse écossaise (comme plus largement britannique) et donne lieu à une débauche sécuritaire. C'est dans ce cadre que Tommy Sheridan a défendu – contre la position officielle du SSP – la proposition que le simple port d'un couteau devienne un crime passible d'emprisonnement.

- La United Left du SSP s'efforce de proposer une nouvelle approche pour les politiques de gauche en Ecosse. D'un côté, la liste de certains de nos membres se lit comme un tableau d'honneur de ceux qui ont créé le parti et dirigé les campagnes de masse qui ont donné au SSP sa crédibilité dans la classe des travailleurs. De l'autre côté, il y a des gens comme moi. Des gens pour qui le SSP a été la première organisation de gauche à laquelle ils ont participé, et qui veulent le défendre. L'UL ne comprend pas seulement « ceux qui ont impulsé l'organisation et l'orientation du parti », elle rassemble en fait de façon très large et diverse les membres les plus actifs que le SSP a recrutés depuis sa fondation.

Le SSP s'est développé de façon spectaculaire après son lancement en Ecosse. Mais ensuite, nous n'avons pas réussi à organiser de nombreux autres militants parce que nous n'avons pas de stratégie coordonnée pour politiser les membres du parti au-delà du niveau le plus élémentaire. Si le SSP s'est trompé sur une chose, c'est sur celle-ci. Le fait que nous ayons failli sur ce plan est de façon presque certaine à l'origine du tournant à droite de certains de nos membres. Mais ce sont les membres du SSP United Left qui s'efforcent de remédier à cette situation. J'ai moi-même rédigé un projet de motion pour la dernière conférence nationale, proposant une nouvelle politique de formation dans le parti, tandis qu'Andrew Gray a souligné cette difficulté dans *Frontline* plus d'un an avant que l'UL ne soit créée.

Alors oui, nous sommes autocritiques, et ainsi que des socialistes doivent le faire, nous analysons la situation objective et y répondons. Je ne crois pas que Tommy Sheridan et les membres du SSP « majorité » puissent en dire autant.

En outre, Jack Ferguson (secrétaire national de la SSY) et moi voudrions que le programme du parti fasse plus explicitement mention de la démocratie directe. Nous devons signaler clairement que quel que soit le nombre de réformes positives que le SSP pourrait arracher au parlement écossais, seule la classe ouvrière d'Ecosse sera à même de débarrasser le pays du capitalisme. Aujourd'hui, ce n'est pas dit assez clairement.

Tu dois avoir à l'esprit que la gauche en Ecosse a connu un processus dans lequel elle est passée de 400 à 4 000 membres. La plupart d'entre nous sommes nouveaux, et tous encore nous sommes en train d'apprendre. Mais la United Left est l'organisation qui pose les bonnes questions.

Ce taux de croissance militante semble également indiquer que si le SSP a pu se tromper sur certaines choses, il a bien répondu dans la plupart des cas. Alors que le niveau de conscience dans notre organisation pourrait être plus élevé, celui de l'ensemble de la classe ouvrière en Ecosse est l'un des plus élevés en Europe. Compare le débat sur le droit d'asile en Angleterre et le même débat en Ecosse, par exemple. Il est clair que le SSP a poussé le débat vers la gauche. Quand nous nous analysons nous-mêmes, nous devons nous rappeler ce que nous avons fait de bien comme ce que nous avons mal fait.

L'organisation de jeunesse

- *Tu milites dans la Scottish Socialist Youth, l'organisation de jeunesse liée au SSP et dont la formation est relativement récente. Que peux-tu nous dire de l'influence et des activités de la SSY, ainsi que de son attitude face à la crise actuelle du SSP ?*

- La SSY est une organisation qui se développe rapidement et qui, de quelque chose comme une structure collatérale du parti, est devenue son grand espoir. Alors que le SSP n'est pas parvenu à élever le niveau de conscience de ses membres, la SSY a assez bien réussi sur ce plan. Quiconque assiste à une initiative nationale de la SSY est immédiatement frappé par le fait qu'il y a davantage de femmes, de noirs et de gays que dans n'importe quelle initiative nationale du SSP. Nous sommes une organisation inclusive et dynamique.

Notre campagne centrale est en faveur d'un salaire minimum horaire de 8 livres [*environ 11 euros*]. Nous utilisons cette campagne pour attirer l'attention sur l'exploitation du travail dans la société. La génération qui grandit dans le monde d'aujourd'hui n'a pas l'expérience des syndicats ou de la lutte de classe. Nous tentons donc d'attiser le clivage entre les employés et les employeurs en Ecosse. Nous le faisons en distribuant sur les lieux de travail des fiches que nous avons établies sur les droits des travailleurs, et en préparant des actions

directes qui ciblent les patrons voyous. La SSY s'efforce d'intéresser les jeunes en Ecosse non en leur prêchant le socialisme, mais en le pratiquant avec eux.

Il y a des gens qui viennent nous voir pour nous demander de les aider dans un différend qu'ils ont avec leur patron. Pour les jeunes en Ecosse, il n'y a pratiquement pas d'autre endroit où aller. Sans notre intervention, et nos fiches sur les droits des travailleurs, ces travailleurs n'oseraient même pas interpellier leur patron à propos de leurs droits. Cette campagne montre que l'on n'a pas à s'adresser toujours aux gens en tant que musulmans ou en tant qu'écossois, on s'adresse très bien à eux en tant que travailleurs. La SSY est une organisation qui a un haut niveau de conscience de classe. De plus, nous menons une campagne contre la propagande faite dans les écoles en faveur de l'abstinence³⁹, et réalisons des actions directes contre les centres de recrutement de l'armée.

Dans une situation où la plupart de nos cadres ont rejoint la United Left, la SSY a été attaquée par la droite du parti. Le CIO a utilisé sa déclaration pour nous attaquer explicitement, et la lettre de Tommy contient des propos calomnieux envers une organisation qui le met maintenant en cause. Cela étant, la SSY n'a pas pris de position officielle face à la situation dans le parti. Je m'y opposerais d'ailleurs, à moins que nous n'y soyons absolument contraints. Malheureusement, il semblerait de plus en plus que cela puisse devenir le cas.

³⁹ La SSY intervient notamment devant les écoles secondaires pour dénoncer ces programmes mis en place au nom de la lutte contre le sida, en y distribuant des préservatifs collectés en collaboration avec le réseau femmes du parti. Le slogan central de la campagne est « *Fuck abstinence!* ». Assez loin par conséquent du « puritanisme calviniste » que certains avaient cru pouvoir déceler dans les positions du comité exécutif et de la United Left...